

Objectifs de législature du Groupe UDC pour 2023

Voilà ce que nous voulons pour la Suisse

En vue des élections fédérales 2019, les candidats UDC ont promis aux électeurs de défendre les valeurs, traditions et forces de la Suisse et de se battre pour la liberté, l'autodétermination, la sécurité et le succès de notre pays. Ils se sont engagés à tout faire pour que la Suisse reste la Suisse. Cette promesse électorale constitue le socle des objectifs du Groupe UDC pour la législature 2019-2023.

ALLIANCE DE LA LIBERTÉ

La Suisse est une histoire à succès. Dans aucun autre pays au monde, les citoyennes et les citoyens bénéficient d'autant de liberté, d'autodétermination, de sécurité et de prospérité qu'en Suisse. Les raisons en sont notre démocratie directe, notre fédéralisme, notre neutralité et notre indépendance. Or, ces forces traditionnelles ne sont pas un cadeau du ciel et elles sont régulièrement menacées. Voilà pourquoi nous devons constamment nous rappeler à l'esprit nos valeurs et les défendre :

- I. Nous voulons une Suisse libre. Afin que les Suissesses et les Suisses puissent continuer de déterminer ce qu'ils veulent et ce qu'ils ne veulent pas, nous refusons un traité de soumission à l'UE et le diktat de juges étrangers.
- II. Nous voulons une Suisse sûre. Notre Etat doit veiller sans compromis à notre sécurité. Il doit donc punir sévèrement les criminels violents et expulser les étrangers criminels.
- III. Nous voulons une Suisse dans laquelle il fait bon vivre. Nous disons non à une immigration démesurée et à une Suisse à 10 millions d'habitants, afin que nous puissions continuer de vivre dans une patrie belle et intacte.
- IV. Nous voulons une Suisse ouverte au monde qui entretient des relations avec tous les pays de la planète. Nous ne cédon pas aux chantages et nous refusons de distribuer des milliards de francs supplémentaires à l'étranger alors que notre AVS com mence à manquer d'argent.
- V. Afin qu'il reste davantage d'argent à la fin du mois dans le porte-monnaie de la classe moyenne, nous ne voulons pas de nouvelles lois, interdictions et régulations qui provoquent une augmentation des impôts et redevances pour tous.



Buts, exigences et actions du Groupe

Sur la base de la promesse électorale, le Groupe a défini ses buts, exigences et actions pour la législature 2019-2023. Ils font office d'orientation concrète pour le travail parlementaire. Le virage à gauche du parlement ne doit pas empêcher l'UDC de continuer à défendre les piliers du succès de la Suisse et de s'engager pour les intérêts des citoyennes et des citoyens.



Préservation d'une Suisse libre, indépendante, neutre et souveraine avec sa démocratie directe

Alors que les autres groupes parlementaires suivent l'UE et les organisations internationales, l'UDC s'engage sans compromis pour les intérêts de la Suisse. Le but premier est de défendre la liberté et l'indépendance de la Suisse et d'empêcher toute transmission de compétence décisionnelle envers des organisations internationales ainsi que la soumission aux juges étrangers. A cet effet, l'UDC combatta l'accord institutionnel avec l'UE de toutes ses forces (le fameux accord-cadre). Un pays qui remet son destin aux mains de bureaucrates de l'UE et

ne voit les votations fédérales que comme un moyen de confirmation des décisions de Bruxelles n'est plus indépendant et ses citoyens ne sont plus libres.

Pas d'adhésion insidieuse à l'UE

- Empêcher toute soumission institutionnelle (accord cadre) à l'UE ainsi qu'une adhésion insidieuse.
- Pas de taxe d'accès au marché (milliard pour la cohésion).
- Pas de reprise dynamique/automatique du droit de l'UE.

Maintien de la neutralité, refus des obligations internationales inutiles

- Empêcher l'entrée de la Suisse au Conseil de sécurité de l'ONU et instaurer un débat sur la neutralité suisse.
- Refus de l'accord de l'ONU sur les migrations.
- Pas de reprise du droit souple (soft law) sans contrôle parlementaire.

Renforcement de l'indépendance, du fédéralisme et de la démocratie

- Accent sur l'approvisionnement national : les besoins en matière de stockage et d'énergie doivent être moins dépendants des chaînes d'approvisionnement mondialisées incertaines.
- Renforcement du fédéralisme et de la démocratie directe.
- Droit d'urgence / situation particulière selon la loi sur les épidémies : renforcement du parlement et limitation du pouvoir discrétionnaire du Conseil fédéral.



Plus de sécurité par un combat effectif contre la criminalité (étrangère) et une armée de milice adaptée à notre époque.

La principale tâche de l'Etat est d'assurer la sécurité de ses citoyens. Il ne faut donc faire preuve d'aucune fausse tolérance à l'égard des crimes violents et, en particulier, des violences physiques et sexuelles à l'encontre des autorités, des fonctionnaires, des femmes et des mineurs. Les efforts de la gauche pour protéger les criminels seront toujours combattus par l'UDC. Les étrangers qui passent à l'acte et abusent de notre hospitalité doivent être systématiquement expulsés – les décisions populaires correspondantes doivent être appliquées. Le groupe UDC soutient l'armée de milice qui a fait ses preuves dans la défense contre les dangers, les catastrophes et les situations d'urgence et s'engage pour qu'elle dispose du personnel et de l'équipement nécessaires pour remplir sa mission au profit de la population suisse. L'obligation de servir ne doit pas se transformer en farce.

Tour de vis du droit pénal

- Les intérêts des victimes doivent peser plus lourd que ceux des délinquants.
- Augmentation de la peine minimale pour les infractions contre l'intégrité corporelle.
- Augmentation des peines pour les actes sexuels commis sur des enfants.
- Annulation de la reconnaissance des mariages d'enfants et poursuite stricte des mariages forcés.
- Sanctions plus dures en cas de violences et menaces contre l'autorité et le personnel des services d'urgence.

Pas d'importation de la criminalité

- Etat des lieux de l'application de l'initiative pour le renvoi, dans tous les cas durcissement.
- S'assurer que la nationalité et l'origine des auteurs soit publiée dans le cadre des procédures pénales et des jugements.
- Exclusion des étrangers condamnés des assurances sociales.
- Renforcer la protection des frontières et le Corps des gardes-frontière.

Des instruments adéquats pour prévenir les menaces et lutter contre la criminalité

- Un équipement de l'armée adapté à son époque : remplacement des avions de combat, renouvellement de l'équipement des troupes au sol, poursuite de l'optimisation de l'acquisition d'armement et préservation de l'industrie suisse de l'armement.
- Résoudre les problèmes d'effectifs au sein de l'armée et de la protection civile en appliquant l'obligation de servir et en réduisant le nombre de personnes quittant les forces armées pour un service civil ou déclarées inaptes.
- Renforcer la cybersécurité par un financement comme tâche commune plutôt que sur le seul budget de l'armée.



Maintien d'une patrie où il fait bon vivre en évitant une Suisse à 10 millions d'habitants par la gestion autonome de l'immigration et la défense de nos ressources naturelles

Il faut préserver un pays dans lequel il fait bon vivre. A cet effet, le groupe UDC continue de s'engager pour l'application de l'initiative contre l'immigration de masse (article 121a de la Constitution fédérale) et pour la réduction de l'immigration, actuellement bien trop élevée. Une croissance malsaine conduit à un étalement urbain de plus en plus important et à une surcharge de nos infrastructures ainsi qu'à une forte pression sur la nature et l'environnement. Les racines agrariennes de l'UDC sont la base d'une politique environnementale sensée visant à atteindre le plus haut degré possible d'autosuffisance. L'immigration doit servir la Suisse avantagement. Il ne faut pas permettre que l'on abuse de la tradition humanitaire de la Suisse en laissant naïvement les frontières ouvertes. Seuls ceux qui méritent notre protection doivent être autorisés à rester en Suisse. Quiconque reste ici illégalement doit être expulsé. Toute personne qui encourage un séjour illégal doit par ailleurs être sanctionnée.

Une politique migratoire au service de la Suisse

- Engagement pour une politique migratoire souveraine sans programmes de réinstallation ni participation aux clefs de répartition de l'UE.
- Limiter l'attractivité de la Suisse comme Etat cible des migrants.
- Remettre les motifs d'asile en question : pas de reconnaissance des réfugiés économiques et climatiques.

Aucune tolérance envers les clandestins

- Pas de régularisation des requérants d'asile déboutés et des immigrants clandestins (sans-papiers).
- Sanctions contre les employeurs qui embauchent des clandestins (sans-papiers).

Contrôles systématiques aux frontières

- Réintroduction des contrôles systématiques aux frontières et mise en œuvre conséquente de l'accord de Dublin.
- Renvoi des requérants d'asile déboutés : réforme du permis F.
- Maintien de la pression sur le Conseil fédéral pour la signature de nouveaux accords de rapatriement.
- Limiter l'intrusion des juges dans la politique d'asile et d'immigration.

Protéger l'identité suisse

- Renforcement des valeurs chrétiennes : l'intégration est un devoir de l'arrivant et doit être réellement exigée.
- Mise en œuvre rapide de l'interdiction du voile intégral (article 10a de la Constitution fédérale).

Orienter la réforme de la politique agricole pour une agriculture productrice et rémunératrice

- Soutenir une agriculture de production et respectueuse de l'environnement, lui permettant de remplir son mandat constitutionnel premier d'assurer à la population des denrées alimentaires de qualité et de bonne quantité.
- Renforcer notre taux d'auto-provisionnement et assurer à la filière agroalimentaire des matières premières indigènes de première qualité.
- Refus de l'idéologie environnementale au détriment de la production indigène.
- Limiter le mitage du territoire et protéger les terres cultivables.
- Mettre fin aux expérimentations en matière de politique agricole sous couvert de politique climatique et environnementale.
- Augmenter les revenus dans l'agriculture.
- Simplifications administratives.
- Protéger les surfaces agricoles et les pâturages contre le reboisement naturel.



Décharger la classe moyenne et les entrepreneurs (en particulier les PME) en limitant les interdicts et les réglementations, en baissant les impôts, taxes et redevances et en mettant un terme à la croissance de l'Etat.

Le glissement du parlement à gauche va favoriser l'augmentation de l'activité étatique. Le groupe UDC s'opposera résolument à cette expansion aux dépens des contribuables et de la responsabilité entrepreneuriale. Au lieu de cela, le groupe se battra pour un plafonnement des dépenses fédérales ordinaires et contre de nouveaux impôts et taxes. La surréglementation doit être combattue efficacement et les conséquences des nouvelles lois doivent être divulguées clairement. Les entrepreneurs qui prennent eux-mêmes les risques économiques doivent être soulagés de la bureaucratie au lieu que l'État leur impose de plus en plus de nouvelles exigences. Au lieu de nouvelles taxes et réglementations idéologiques sur le climat, les infrastructures, qui sont surchargées depuis des années, doivent être développées avec les ressources existantes.

Arrêter la croissance du gouvernement

- Plafonnement des dépenses fédérales ordinaires.
- Plafonnement des dépenses du personnel fédéral, réalisation de gains d'efficacité par la numérisation et révision du système de qualification et de rémunération.
- Refus de tout relâchement du frein à l'endettement et investissement systématique de tous les excédents dans la réduction de la dette.
- Réduction du budget de la coopération au développement et favoriser la division sécurité humaine.

Limiter les réglementations

- Introduction d'un frein législatif.
- Limiter l'effort statistique des PME (pas d'obligation de livrer des données sans compensation ou possibilité de déduction).
- Combattre les limitations à la publicité et à la consommation.

Préserver la concurrence fiscale

- Maintenir la concurrence fiscale cantonale et éliminer les désincitations pour les cantons bénéficiaires de la RPT.
- Abolir la pénalité du mariage par un fractionnement complet, protéger le mariage en tant que « communauté économique ».
- Empêcher les augmentations de taxes et de frais.
- Empêcher la récente réforme fiscale de l'OCDE et d'autres projets de redistribution internationale.
- Examen complet des tâches et dissociation des tâches fédérales et cantonales.
- Renforcer la population en dehors des grandes villes.

Récompenser l'esprit d'entreprise.

- Plus de liberté et moins de réglementations, de règles et d'interdictions pour préserver les emplois existants et en créer de nouveaux.
- Organisation souple et moderne du marché du travail : assouplir les horaires de travail et renforcer le travail indépendant.
- Pas de nouveaux bureaux de dénonciation excessifs pour les dénonciations, le mobbing ou autres.
- Arrêter l'expansion de la réglementation sur la place financière suisse.
- Pas d'expansion de l'Etat dans de nouveaux domaines d'activité (respect du principe de subsidiarité).

Ne pas restreindre davantage l'utilisation d'argent liquide

- Ne pas supprimer ou limiter l'argent liquide.

Protéger la famille, antidote à la toute-puissance de l'Etat

- Engagement contre une étatisation de la vie privée.
- Des droits égaux et un salaire égal pour un travail de valeur égale vont de soi pour l'UDC, d'autres réglementations bureaucratiques comme une police des salaires ou des quotas féminins ne sont pas utiles à cet objectif.
- L'UDC encourage la liberté d'expression des opinions et s'oppose à toute extension de la norme pénale contre les discriminations.

Pas d'égalité imposée par l'Etat

- Combattre les quotas, les réglementations minimales et les mécanismes de contrôle qui limitent la liberté d'action des entrepreneurs.

Pas de nouvelles taxes et redevances climatiques

- Minimisation des taxes sur le CO2.
- Pas de taxe sur les billets d'avion.
- Pas d'investissement obligatoire dans de nouveaux systèmes de chauffage pour les bâtiments anciens.

Un approvisionnement énergétique sécurisé qui a de l'avenir

- Renforcer la production nationale d'énergie.
- Neutralité technologique du mix énergétique (sources d'énergie fossiles et renouvelables, énergie nucléaire).
- Un approvisionnement énergétique sécurisé et abordable pour tous.

Pour des transports abordables comme base de l'économie

- Nouveaux modèles de financement sans désavantager les régions rurales.
- Contre toute discrimination des modes de transport et pour le libre choix du moyen de transport.
- Les nouveaux modèles de financement ne doivent pas entraîner une charge supplémentaire. Ils doivent être neutres en termes de coûts.

Meilleure protection des sols indigènes

- Permettre la densification en fixant des priorités.
- Favoriser le changement d'affectation des bâtiments qui ne sont plus nécessaires à l'agriculture en dehors des zones à bâtir.

Fournir l'infrastructure nécessaire

- Réduire la congestion en faisant avancer les améliorations routières attendues depuis longtemps.
- Pas de mobilité ni de tarification routière.
- Pas d'opposition entre les transports publics et les transports privés.
- Réduction des frais de radio et de télévision et élimination des frais multiples injustes.



Engagement en faveur d'une sécurité sociale et de soins abordables et accessibles au grand public.

Avant tout, la population suisse devrait s'engager de son propre chef pour une bonne prévoyance vieillesse et des soins de santé. En outre, l'État providence doit fonctionner comme un filet de sécurité, mais pas comme une machine à redistribuer. Le premier et le deuxième pilier doivent être réformés sans augmenter les prestations, de manière à rétablir la justice intergénérationnelle. Le groupe UDC rejette catégoriquement la création de nouvelles assurances sociales, d'instruments de financement et autres, tant que les systèmes de sécurité sociale existants ne sont pas garantis à long terme. L'explosion des coûts dans les services de santé doit être maîtrisée et les services de santé financés par le grand public doivent être revus.

Réformer et sécuriser l'assurance vieillesse

- Sauvegarde et maintien cohérent du système des trois piliers dans la prévoyance vieillesse.
- Réforme de l'AVS : âge de référence de 65 ans pour tous.
- Réforme de la LPP : non aux mécanismes de redistribution étrangers au système.
- Meilleures incitations à la prévoyance privée en élargissant le 3^e pilier.

Pas d'expansion de l'État-providence

- Pas d'expansion de l'État-providence.
- Non au congé parental financé par l'État.
- Supprimer le financement de démarrage pour les gardes extrafamiliales d'enfants.
- Prévenir l'introduction et l'expansion de l'État dès la naissance.
- Pas d'exportation des prestations de sécurité sociale aux étrangers vivant à l'étranger.

Freiner l'explosion des coûts dans le système de santé

- Lutte contre la surproduction et l'augmentation des volumes dans le système de santé (planification hospitalière, contrôle des autorisations pour les médecins, etc.)
- Rejet de l'initiative néfaste sur les primes du PS et de l'initiative inutile sur les primes du PDC.

Responsabilité individuelle plutôt que paquet de soins complet

- Renforcement de l'autosuffisance et de la responsabilité personnelle dans le domaine de la vieillesse et des soins de santé.
- Augmentation des franchises maximales.
- "Assurance maladie légère" pour les personnes dont le droit de séjour n'est pas clair.

Mettre en œuvre des mesures de réduction des coûts

- Réduire la charge des primes en limitant le catalogue des prestations aux critères d'efficacité, d'adéquation et d'efficience.
- Réduire la bureaucratie et numériser le système de santé.
- Augmenter la proportion de médicaments génériques.
- Décloisonner le rôle des cantons.

Exigences de formation sensées pour le personnel de santé

- Pas d'académisation coûteuse dans le domaine des soins et de la santé.
- Offensive de formation soutenue par l'Etat pour les professions en pénurie.
- Favoriser la formation des médecins généralistes et de famille.

Berne, en hiver 2019.